

Bonjour à toutes et à tous,

Le Syndicat Francilien des Services à l'Agriculture souhaite contrer l'amendement du syndicat Protection sociale Auvergne-Rhône-Alpes relevant de l'article 3.1.2.4 du projet de résolution, proposant de supprimer la partie « *certes dans la maîtrise des dépenses mutualisées* ».

Cet article pose les principes qui guident la CFDT dans son appréciation des Conventions d'Objectif et de Gestion (COG) de la sécurité sociale. Il s'agit ici, au travers de ces conventions, de permettre une meilleure reconnaissance des métiers de l'accueil et du soin ainsi qu'un recrutement de professionnels en nombre suffisant.

Des syndicats proposent purement et simplement la suppression d'une mention faisant référence à « *la maîtrise des dépenses mutualisées* ». Cela pourrait donc sous-entendre qu'il n'y a pas lieu de vouloir maîtriser les dépenses. L'article effectivement resterait conforme à son objectif, c'est-à-dire se donner un cadre de gestion dans une logique de qualité de la prestation sociale et pour répondre aux besoins des usagers, en faisant abstraction des moyens de financement. Donc, sans regard, sans contrôle, sans maîtrise, des dépenses, qui sont pourtant financées par l'argent du contribuable. C'est le *quoi qu'il en coûte* qu'il faudra alors payer de toutes façons.

Pour la CFDT, il s'agit d'une question de responsabilité économique mais aussi de responsabilité morale. La CFDT est attachée à la maîtrise des dépenses, c'est ce qui fait notre crédibilité. Cela fait partie de notre identité, de notre éthique, assure notre légitimité à porter toutes les avancées sociales, et être écouté, pour toujours plus d'égalité et de solidarité. Cette responsabilité est d'autant plus grande qu'il s'agit ici de l'argent public, dont il est assez courant d'entendre dire ici ou là que celui-ci serait gâché, donné sans compter, indument perçu. La CFDT n'hésite pas, par ailleurs, à s'exprimer lorsque telle ou telle mesure décidée par nos gouvernants consiste à arroser le sable.



Pour en revenir au fond de l'article, il ne s'agit pas ici de limiter les dépenses, ou pire, de se servir de ces conventions comme prétexte pour maîtriser les salaires des personnels concernés, ou justifier à moindre coût des réductions d'effectifs. Les Conventions d'Objectifs et de Gestion ne sont pas pour la CFDT des Conventions d'*Objectifs de Gestion*. Le propos est de lutter contre les aides inutiles, de se donner les moyens de faire de la qualité plus que de la quantité, de servir aux usagers ce à quoi ils ont juste droit au plus près de leur juste besoin, pas plus, pas moins. Pouvoir délivrer la meilleure qualité, au plus grand nombre, au juste coût, c'est en cela que les dépenses mutualisées sont maîtrisées. D'ailleurs, l'article insiste bien sur le fait que cela ne peut être autrement que dans une logique de qualité de prestation, et par une reconnaissance de ces métiers d'accueil et du soin.

Pour les usagers, la simple indemnisation d'une situation aussi complexe soit-elle ne doit pas être un horizon indépassable et rester un objectif à lui seul, l'aide doit permettre de sortir des difficultés, non pas d'y rester en étant assisté, ce qui alimente la pensée de certains polémistes qui se délectent de ces situations. Comme l'indique l'article 3.1.2.1, cela peut, et même doit, revêtir une dimension de prévention. Il convient de replacer l'humain au centre du dispositif pour plus de qualité, et c'est ce que dit l'article 3.1.2.2, en garantissant un accompagnement humain personnalisé, véritable investissement social. À juste titre, cet article dénonce la pression systématique sur les effectifs professionnels au détriment de la qualité d'accueil et de l'accompagnement, pensée dans une logique comptable et industrielle de versement des aides assortie d'une diminution des frais de gestion, donc des salaires mais aussi des matériels pour bien travailler dans de bonnes conditions, ainsi que les manques d'effectifs qui accroissent immédiatement la pression sur la charge de travail.

La CFDT est consciente de ces logiques libérales et destructrices, et s'y opposera toujours avec fermeté. D'ailleurs, l'article 3.1.2.3 indique sans équivoque la nécessité de recourir à des moyens humains, déployés et coordonnés sur tous les territoires, non de les réduire.

L'enjeu est donc bien de se donner les moyens de garantir un accueil et un accompagnement de qualité, au juste besoin des personnes. Ceci ne peut passer que par la prise en main, la maîtrise des dépenses, non pas sur les personnels, mais des dépenses à destination de ceux qui en ont besoin.

Alors, concrètement, oui, dans le champ fédéral de la CFDT Agri·Agro, la Mutualité Sociale Agricole (MSA) a connu plusieurs COG, qui il ne faut pas se mentir, se sont traduites par des réductions d'effectifs, ce qui est inadmissible pour la CFDT Agri·Agro.



Oui, depuis 2005, les effectifs de la MSA se réduisent chaque année, tandis que le nombre de ses missions augmente. Ce sont, ainsi, plus de 4500 Équivalents Temps Plein qui ont été supprimés ! Pour la COG 2020-2025 négociée en 2021, à nouveau cette négociation faisait état d'une réduction de 750 ETP soit près de 6 % des effectifs. Cela n'est pas acceptable.

Pour autant, la CFDT Agri·Agro est consciente que des adaptations doivent être réalisées, cela a d'ailleurs déjà été le cas avec la réduction du nombre de caisses et les mutualisations de proximité qui ont permis de consolider le nombre de caisses tout en gagnant en efficience sur la gestion des dossiers. Il serait contreproductif de ne pas s'associer au rétablissement des équilibres économiques, mais cela nécessite surtout de remettre la place de l'humain au centre des réflexions et des actions.

La COG doit donner les moyens aux structures locales pour accompagner les affiliés et les populations, mais aussi leur donner les moyens de travailler en réseau et en partenariat avec les services de l'État et les collectivités locales.

C'est dans une démarche différente des COG précédentes, la première de ce genre pour des négociations, inédite pour tous les régimes de sécurité sociale, que la MSA a su préparer la convention 2020-2025 et a proposé un plan stratégique MSA 2025 auquel la CFDT Agri·Agro a largement contribué. Au travers d'un « livre blanc » de 20 propositions que le régime souhaite développer pour conforter l'implantation dans les territoires, la CFDT Agri·Agro veut briser le processus de précarité et de mal-être qui se développe dans nos territoires, de répondre à la lutte contre la fracture sociale et territoriale, et aussi de consolider en inter-régime les actions dans le domaine de la prévention-santé.

La CFDT Agri·Agro revendique que la MSA propose un service significatif aux affiliés, en faveur surtout des plus précaires et des plus fragiles et ce avec des moyens en adéquation, notamment les effectifs salariés. Des salariés rémunérés correctement, ce qui n'est plus le cas aujourd'hui, leur permettant ainsi d'assumer leurs missions sereinement, c'est aussi une revendication forte de la CFDT.

La négociation se devait donc de permettre d'améliorer la qualité au service du plan stratégique qui a été voté par la CFDT Agri·Agro et pour lequel sa contribution a été essentielle.

C'est en cela que l'article 3.1.2.4 prend tout son sens, car il s'agit de prendre conscience de ce que doit être une COG et ce qui fait que la CFDT par ses actes, est un partenaire de négociation responsable.

Pour ces raisons, le SFSA-CFDT vous demande de voter défavorablement à cet amendement.